



4 octobre 2021
Communiqué de presse

Scandale des Pandora Papers : pluie de milliards planqués, l'Union Européenne complice de l'évasion fiscale

Un de plus. Le scandale révélé hier s'ajoute à une longue liste. Cette affaire démontre de nouveau comment **une élite politique et financière utilise les paradis fiscaux** pour échapper à l'impôt. Une indécence incroyable, résultat de l'inaction politique, au premier rang la Commission européenne dont la ridicule liste de paradis fiscaux ne comporte aucun pays impliqué dans le scandale des Pandora Papers. Peut-être parce que certains dirigeants politiques européens **sont eux-mêmes mis en cause...** Comme par exemple le ministre des finances néerlandais qui donne des leçons d'austérité budgétaire tout en ayant recours à des montages fiscaux avec les Îles vierges britanniques.

Pour Manon Aubry, ancienne porte-parole d'une ONG de lutte contre l'évasion fiscale et membre de la commission FISC au Parlement européen, "Nous faisons face à un véritable braquage organisé, et ce depuis de nombreuses années et la Commission européenne ne fait rien ! Comme à chaque affaire de ce type, aucun des paradis fiscaux impliqués n'est sur la liste noire européenne. **C'est donc en réalité une carte blanche à l'évasion fiscale !** Pendant que les pauvres casquent pour payer la crise, les riches font la loi et jouissent de leurs privilèges. Cela doit cesser ! Ils doivent payer leur part et rendre des comptes devant la justice !"

Le groupe de la Gauche au Parlement européen a **obtenu la tenue d'un débat** sur cette nouvelle affaire retentissante lors de la plénière de cette semaine. Notre délégation appelle la Commission à prendre ses responsabilités et à **s'attaquer à ces voleurs**. En commençant par garantir une transparence totale pour lever l'opacité, établir une véritable liste crédible de paradis fiscaux et mettre en place un impôt universel pour faire payer à la source les multinationales et les milliardaires. Il est temps de faire de la lutte contre l'évasion fiscale une priorité politique européenne.

Délégation France insoumise au Parlement européen